ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1509

Texte de la question

INFLATION ET POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Christophe Sirugue, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Christophe Sirugue. Monsieur le ministre de l'économie, l'INSEE a publié ce matin les statistiques de l'inflation : avec une hausse de 0,7 % pour 2013, nous enregistrons un minimum historique. Cette volonté, qui est aussi un signe extrêmement encourageant pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens, s'illustre aussi par d'autres actions que le Gouvernement conduit en la matière : la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, celle du RSA, le blocage des loyers, l'accompagnement destiné à augmenter le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse, ou encore les mesures qui seront prises dans le cadre de la loi sur la consommation.

Le pouvoir d'achat étant une priorité du Gouvernement, les mêmes préoccupations concernent la maîtrise de la dépense publique, de sorte que nous puissions retrouver les moyens d'accompagner le pouvoir d'achat de celles et ceux qui en ont le plus besoin. Nous sommes loin des temps où, dès que quelques marges se présentaient, elles étaient transformées en cadeaux fiscaux à ceux qui comptent parmi les plus riches.

Aussi, monsieur le ministre, que pouvez-vous nous dire de ce chiffre publié par l'INSEE, et quels autres éléments avez-vous qui seraient autant de bonnes nouvelles pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances.* Comme en témoigne votre question, monsieur le député, le pouvoir d'achat est une préoccupation centrale du Gouvernement. Ce matin, l'INSEE a dévoilé les statistiques de l'inflation : à 0,7 %, elle est exceptionnellement contenue, et même historiquement basse.

Pourquoi ? Tout d'abord, reconnaissons qu'il existe un facteur lié à la conjoncture internationale : la crise pousse à la maîtrise des prix. Cependant, il y a aussi la politique que nous menons et qui, contrairement à celle de nos prédécesseurs, met l'accent sur les dépenses contraintes que sont le logement, la santé et l'énergie.

Il y a aussi les efforts que nous avons consentis pour, dans le cadre de la loi sur la consommation, mettre en place l'action de groupe qui permet de réparer de petits préjudices. Il y a les mesures favorables à la concurrence que nous avons prises dans le domaine de l'optique ou dans celui des tests de grossesse, qui permettent là encore de faire baisser les prix. Et puis, nous avons pris des mesures concernant le pouvoir d'achat lui-même : augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, niveau du SMIC, action concernant les petites retraites qui ont été ramenées à 60 ans pour ceux qui ont cotisé longtemps.

Nous allons poursuivre tout cela, monsieur le député, en conduisant d'abord une politique pour l'emploi, car l'emploi est le premier déterminant du pouvoir d'achat. Toutes les mesures que nous avons prises en faveur de la compétitivité et de l'emploi seront promues dans le cadre du pacte de responsabilité voulu par le Président de la République.

Mme Claude Greff. Deux ans ! Cela commence à faire long !

M. Pierre Moscovici, *ministre.* Je tiens à dire un dernier mot sur un sujet d'actualité, dont j'imagine qu'il était implicitement abordé par votre question : l'impact de ces mesures sur le taux du livret A. Ce taux sera fixé au terme d'un dialogue entre le gouverneur de la Banque centrale et moi-même, ministre de l'économie et des finances, mais je peux d'ores et déjà vous dire que le Gouvernement sera particulièrement attentif au pouvoir d'achat de l'épargne populaire, car le taux de rémunération, de 1,25 % actuellement, est déjà très bas. Voilà ma réponse ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Christophe Sirugue
Circonscription : Saône-et-Loire (5e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1509
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : Économie et finances
Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 15 janvier 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 janvier 2014